

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 23/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAPPE Sarl

2 Rue de Sète
67100 STRASBOURG

Références : 12146/GC
Code AIOT : 0003012146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement SAPPE Sarl implanté 2 Rue de Sète 67100 STRASBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du PPC et d'une action collective visant les installations de tri et de transit de déchets.

Autorisée à exploiter ses installations depuis 2019, la société SAPPE n'a toujours pas communiqué à l'inspection les justificatifs de constitution des garanties financières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAPPE Sarl
- 2 Rue de Sète 67100 STRASBOURG
- Code AIOT : 0003012146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société SAPPE (Socété Anti-Pollution et Protection de l'Environnement) exploite un centre de regroupement, tri et transit de déchets dangereux et non dangereux au 2 rue de Sète à Strasbourg. L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 12 septembre 2019.

Les installations qui le composent relèvent :

- de l'autorisation au titre des rubriques 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) et 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) pour 3 100 tonnes (3 000 tonnes de terres polluées et 100 tonnes de traverses de chemin de fer)
- de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716-1 (transit de 2 400 m³ maximum de déchets non dangereux)
- et de la déclaration au titre des rubriques 2795-2 (lavage des cales des péniches : quantité d'eau mise en oeuvre de 5 m³/j), 2515-1b (concassage/criblage de déchets minéraux : puissance installée de 198 kW) et 2517-2 (stockage de déchets et matériaux inertes : 5 316 m² soit 6 000 m³ maximum)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Garanties financières
- Lutte contre l'incendie
- Nature des déchets présents sur site
- Surveillance de la qualité de l'air
- Surveillance des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délai
1	Constitution des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 1.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 7.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 7.2.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Quantités maximales de déchets	Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 1.1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 9.3.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Situation administrative	Code de l'environnement du 15/11/2022, article R.511-9 Annexe A	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 9.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformité :

- Garanties financières (mise en demeure de 3 mois) :

Pour des raisons alléguées de modifications des statuts de la société SAPPE, les garanties financières ne sont toujours pas constituées alors que l'exploitation des installations est autorisée depuis 2019.

- Vanne de confinement (mise en demeure de 3 mois) :

La vanne permettant de confiner des eaux polluées, notamment les eaux d'incendie, n'est pas signalée.

- Disponibilité de la zone réservée aux services de secours (mise en demeure de 3 mois) :

Une aire située en haut de la rampe d'accès au quai de chargement/déchargement des barges doit rester disponible en permanence afin de permettre aux services de secours d'utiliser le bassin Gaston Haelling comme réserve incendie. Un tas de terre occupe une partie de zone définie dans le dossier de demande d'autorisation.

- Surveillance de la qualité de l'air (mise en demeure de 3 mois) :

Depuis la réalisation de l'état initial en 2019, aucune surveillance n'a été effectuée alors que des mesures semestrielles sont prescrites.

Une surveillance doit être mise en place et respecter les paramètres fixés par l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019.

- Quantités maximales de déchets (mise en demeure de 3 mois) :

Le jour de la visite, 8 270 tonnes de terres polluées, réceptionnées en qualité de déchets non dangereux non inertes, sont stockées sur le site. Or, la quantité maximale autorisée est de 2400 m³. En considérant une densité des terres comprise entre 1 et 2, le plafond de l'arrêté préfectoral est dépassé.

- Défaut d'autorisation rubrique 4801 (mise en demeure de 6 mois) :

La société SAPPE n'est pas autorisée à stocker du coke de pétrole alors que les quantités susceptibles d'être présentes dépassent le seuil des 500 tonnes. Lors de la livraison par voie fluviale du 3 novembre 2022, 1 154 tonnes ont été réceptionnées. De l'ordre de 900 tonnes étaient présentes le jour de la visite.

Observations, questions :

- Vanne de confinement :

Outre l'absence de signalisation de la vanne, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'absence d'indication concernant, d'une part, le sens de manipulation de la commande de la vanne (sens d'ouverture et de fermeture) et d'autre part, la position de la vanne (ouverte ou fermée).

- Quantités maximales de déchets dépassées :

Bien que des terres réceptionnées en qualité de déchets dangereux sont susceptibles d'être déclassées après analyses, l'inspection insiste sur le fait que l'exploitant ne doit pas accepter de déchets identifiés comme dangereux à leur réception en quantités supérieures aux seuils fixés dans son autorisation.

- Stockage à couvert :

Il est attendu que l'exploitant justifie explicitement du caractère non dangereux des terres présentes admises en tant que déchets dangereux ainsi que de ce que les terres stockées à l'extérieur des alvéoles étanches couvertes ne contiennent pas de "produits dangereux lessivables".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Constitution des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 1.3.2
Thèmes : Risques chroniques, Constitution des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Dès la mise en activité de l'installation, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières. [...]
Constats : Lors de la visite, aucun document attestant la constitution des garanties financières n'a pu être présenté à l'inspection. L'exploitant indique que, suite à un changement d'actionnaires, une nouvelle demande a été effectuée auprès d'une compagnie d'assurance. Celle-ci a exigé la liasse fiscale de 2021. L'exploitant indique avoir communiqué ce document en mai 2022 mais qu'il n'a pas de retour à ce jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois

N° 2 : Confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 7.3.2
Thèmes : Risques accidentels, Risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement [...] Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande [...] La capacité de confinement étanche est de 425 mètres cubes au total. L'exploitant peut justifier à tout moment de la disponibilité de ce volume de confinement.
Constats : Vanne de confinement : Une vanne de type "guillotine" à commande manuelle permet de confiner les eaux polluées du site. Le fonctionnement de cette vanne a été testé lors de la visite, sans toutefois pouvoir s'assurer de son étanchéité par manque de débit d'eau. L'inspection constate que la vanne n'est pas signalée. Des observations supplémentaires ont été formulées par l'inspection quant à l'absence d'indication du sens de manipulation (sens d'ouverture et de fermeture) et d'indication de la position de la vanne (est-elle ouverte ou fermée ?). Capacité de confinement : La capacité de rétention a été déterminée lors de la demande d'autorisation sur la base des dispositifs de rétention pré-existants. Aucune modification n'a été effectuée par l'exploitant qui justifie donc de ces 425 mètres cubes par les éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 7.2.3.1
Thèmes : Risques accidentels, Risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment : [...] - des extincteurs [...] - une aire accessible en permanence permet également d'utiliser le bassin Gaston Haelling comme réserve incendie [...]
Constats : 11 extincteurs sont répartis sur le site. Ceux-ci ont été contrôlés le 20 janvier 2022. Lors de la visite, l'inspection a vérifié 2 extincteurs par sondage. L'aire devant être accessible en permanence (telle qu'elle a été définie dans le dossier de demande d'autorisation) n'est pas entièrement libre : un tas de terre en occupe la partie située au sud du plan incliné.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois

N° 4 : Quantités maximales de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 1.1.3
Thèmes : Risques chroniques, Quantités maximales autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les quantités maximales instantanées de chaque catégorie de déchet présent sur site sont : Déchets dangereux : 3000 t plus 100 t de traverses de chemin de fer Déchets non dangereux non inertes : 2 400 m ³ [...]
Constats : Le jour de la visite, 8 270 tonnes de terres polluées, réceptionnées en qualité de déchets non dangereux non inertes, sont stockées sur le site. Or, la quantité maximale autorisée est de 2400 m ³ . En considérant une densité des terres comprises entre 1 et 2, le plafond de l'arrêté préfectoral est dépassé. La quantité présente de déchets dangereux (terres polluées) hors traverses est de 1807 t. Ces terres ne sont pas stockées à couvert, comme le prévoit pourtant le descriptif de la demande d'autorisation p. 140/294 : "les déchets non inertes susceptibles de contenir des composés dangereux seront stockés à couvert, abrités des intempéries, au sein d'alvéoles positionnées sur dalle étanche, évitant ainsi toute contamination des sols par les déchets présents sur le site". L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral dispose : "Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté." L'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral dispose : "aucun transit de déchets susceptibles de contenir des produits dangereux lessivables n'est réalisé en extérieur." Sur ces 1807 t, l'exploitant fait valoir qu'elles ont été admises en tant que déchets dangereux mais que les analyses réalisées après admission montreraient qu'elles ne dépasseraient pas les critères de dangerosité. Il est attendu que l'exploitant en justifie explicitement ainsi que de ce que les terres en question, de même que les autres terres polluées présentes, ne contiennent pas de "produits dangereux lessivables". Incidentement, l'inspection tient à rappeler à l'exploitant qu'il ne peut pas accepter de déchets identifiés comme dangereux à leur entrée sur le site dans des quantités dépassant les seuils maximum autorisés pour ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois

N° 5 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 9.3.1.1
Thèmes : Risques chroniques, Surveillance rejets air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : [...] Un état initial est réalisé avant l'entrée de déchets sur le site. Après cet état initial et la première admission de terres polluées, les mesures sont semestrielles. Les paramètres de la surveillance sont : <ul style="list-style-type: none">• le benzène (CAS 71-43-2) ;• le toluène, (CAS 108-88-3) ;• l'éthylbenzène, (CAS 100-41-4) ;• les xylènes (CAS 1330-20-7) ;• le tétrachloroéthylène, (CAS 127-18-4) ;• le trichloroéthylène, (CAS 79-01-6) ;• le chlorure de vinyle (CAS 75-01-4) ;• le benzo(a)pyrène, (CAS 50-32-8) ;• le naphtalène (CAS 91-20-3) ;
Constats : Un rapport d'état initial du 26 septembre 2019 a été présenté à l'inspection. La liste des paramètres de surveillance prescrite n'a pas été entièrement respectée. En effet, hormis les concentrations de benzène, de naphtalène et de benzo(a)pyrène, le rapport ne mentionne pas spécifiquement les résultats pour les autres substances. L'exploitant indique qu'aucune nouvelle analyse de la qualité de l'air n'a été réalisée depuis le rapport d'état initial, alors que des terres polluées ont été réceptionnées sur le site dès le début d'exploitation. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les paramètres de surveillance sont fixés par l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019 et que les résultats d'analyse doivent indiquer les concentrations pour chaque substance listée dans cet arrêté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 9.3.3
Thèmes : Risques chroniques, Surveillance rejets eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant implante un réseau de surveillance de la nappe : il est constitué de 3 piézomètres qui permettent de réaliser des prélèvements [...]</p> <p>L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. [...]</p> <p>Les polluants et paramètres à rechercher sont ceux du tableau ci-dessous.</p> <p>[...] Deux prélèvements annuels sont réalisés et analysés, l'un en période de basses eaux, l'autre en période de hautes eaux. [...]</p> <p>Constats : En 2021, des analyses des prélèvements des eaux souterraines ont été réalisées en janvier et en août. En 2022, seul un prélèvement au mois d'août a été analysé, le second étant prévu à la fin de l'année. Les résultats ne révèlent pas de pollution des eaux souterraines.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate que le piézomètre PZ1 est convenablement fermé et verrouillé. Les autres puits étaient difficilement accessibles (boue).</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/11/2022, article R.511-9 Annexe A
Thèmes : Situation administrative, Autorisation d'exploiter
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Rubrique 4801 : Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t : (A) 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t : (D)</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un stockage d'environ 900 tonnes de coke de pétrole. L'exploitant indique qu'il s'agit d'une activité régulière. Ce coke est réceptionné par barge puis expédié par voie routière. Le 3 novembre 2022, 1 154 tonnes de coke de pétrole ont été réceptionnées.</p> <p>Le seuil de 500 tonnes étant dépassé, cette activité de stockage relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4801. Or, les installations exploitées par la société SAPPE n'y sont pas autorisées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délai : 6 mois